

**1969-2020 : L'EXPÉRIENCE
DES FRONTIÈRES D'EUROPE**
Alexandre Pajon

Historien, ancien attaché culturel, éditeur multimédia

Le mercredi 4 mars 2020, « Dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus Corona (Covid-19) », le ministre de l'Intérieur du Royaume du Maroc publie un arrêté interdisant les manifestations culturelles impliquant la venue d'intervenants étrangers ainsi que les manifestations de plus de 1 000 personnes dans les espaces confinés. Première étape avant le confinement et la fermeture des frontières du royaume.

Le jeudi 12 mars 2020, à 14 heures, le Premier ministre tchèque, Andrej Babiš, annonce la mise en place de l'état d'urgence en République tchèque pour endiguer la propagation du Covid-19. Le pays est fermé et la population confinée.

Le vendredi 13 mars 2020, à 15 h 55 arrive à Toulouse le vol V72095 en provenance de Prague. C'est le dernier vol sur cette ligne. Les frontières seront fermées dans les deux sens le 13 mars à minuit, les ressortissants tchèques n'ont pas le droit de quitter le territoire. La Slovaquie adopte les mêmes dispositions. Ma compagne, Beata, est à bord de cet avion et est restée à Toulouse depuis.

Le lundi 16 mars 2020, à 20 heures, le président Macron annonce un durcissement des dispositions annoncées le 12 mars et un confinement du pays pour quinze jours. Pour lui, « Nous sommes en guerre, en guerre sanitaire certes. Nous ne luttons ni contre une armée ni contre une autre nation, mais l'ennemi est là, invisible, insaisissable, et qui progresse. Et cela requiert notre mobilisation générale. Nous sommes en guerre. » Le confinement et

l'état d'urgence sanitaire ont été maintenus jusqu'à la mi-juin avec quelques assouplissements.

Ces mesures ont été prises de manière unilatérale, sans consultation, mettant un terme brutal à la liberté de circuler librement, de se réunir. L'état d'urgence a suspendu nos libertés fondamentales sans plus de discussion. Du jour au lendemain, tout a changé dans nos vies d'où un effet de sidération extrême. Depuis Toulouse, dans le sud-ouest de la France, mon expérience, au-delà de la subjectivité, a nourri une réflexion sur ce qui a précédé cet incroyable basculement. Le temps s'est comme arrêté alors que nous étions soudain astreints à l'immobilité. D'une certaine façon, ce traumatisme collectif nous somme de mettre au clair nos modes de vie.

Du « rideau de fer » politique au « rideau de fer » sanitaire

Un Européen nomade

Avant le tourisme de masse, l'administration et les guerres coloniales ont conduit des générations de Français modestes à voyager dans le monde entier. C'est ainsi que, fils d'un militaire d'origine solognote, je suis né à Blida, en Algérie. Mon enfance a été marquée par les cigognes de Marengo, près de Tipaza, et les singes de Chréa jouant dans la neige ; puis nous avons vécu à Laguiole, dans l'Aubrac, avant de rejoindre Lisle-sur-Tarn, pays de vignobles. J'ai étudié à Toulouse puis à Paris où j'ai entamé ma carrière d'enseignant d'histoire et de géographie.

Je n'avais pas pour autant le sentiment d'être un cas particulier parmi mes camarades d'école, enfants d'immigrés économiques italiens ou portugais, de républicains espagnols et de pieds-noirs. L'exil avait été le plus souvent subi - on ne parlait pas encore de mobilité - et, lorsqu'elles étaient installées sur ces terres d'accueil, ces populations, faute d'argent, voyageaient peu à l'étranger. Les départs avaient été brutaux et les histoires familiales façonnées par les guerres et la misère. À l'arrivée, dans une bastide médiévale occitane, les langues et les traditions se mêlaient. Je fis ainsi l'expérience de la cuisine juive oranaise et des débats anarchistes espagnols dans un petit village tarnais !

Les Espagnols étaient interdits de séjour dans leur pays tant que Franco y imposerait sa dictature. Les rapatriés avaient la nostalgie de l'Algérie et ne voulaient/pouvaient y revenir.

L'Europe avait encore des frontières tangibles et, pour certains, infranchissables. Et dans le village, comme dans les villes voisines d'Albi ou de Toulouse, on ne croisait pas souvent de touristes étrangers avant les années 1980. Mon premier séjour scolaire à Londres, en 1969, fut une forte expérience physique de la distance et du dépaysement : quinze heures de train, deux heures de ferry, les falaises de Douvres, encore un train vétuste et enfin Londres. Découverte de l'« ailleurs » de l'autre côté du *Channel* !

Au lycée, puis à l'université, j'ai étudié l'histoire du « rideau de fer » à partir de 1946, de la répression du « printemps de Prague » en 1968 et des dissidents. D'un voyage, en 1986, à Berlin je gardais l'expérience saisissante du Mur construit en 1961 et d'un espace militarisé. Pour nous, jeunes Européens, la liberté de circulation était directement associée à la liberté politique. Nous lisions Alexandre Soljenitsyne, Alexandre Zinoviev et Milan Kundera, tous confrontés pour leurs idées à la persécution, au goulag et contraints à l'exil. Face à la menace soviétique, ma génération était souvent pacifiste mais nous avions tous la conscience de vivre avec l'épée de Damoclès d'une guerre nucléaire au-dessus de nos têtes. On ne s'engageait pas pour l'ouverture des frontières Est-Ouest, on les considérait comme quasi intouchables dans le cadre de l'équilibre de la terreur.

Depuis 1963, l'Office franco-allemand pour la jeunesse œuvrait au rapprochement entre les deux ennemis héréditaires. Un jeune correspondant allemand vint à la maison en 1972 et 1973, j'allais de même à Heilbronn. Nous voulions la réconciliation et la paix. La carte Interrail réduisait les coûts. Enfants de l'après-guerre, nous savourions la paix et nous étions engagés, sans arrière-pensée, dans le projet d'une construction européenne conçue comme notre chance. La Déclaration universelle des droits de l'homme était notre horizon.

La chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, nous prit tous de court. Nous l'espérions mais avons été incapables de la penser, de la voir venir. L'espace s'ouvrait, la liberté de la circulation s'affirmait avec la démocratie. Cette date fut aussi essentielle pour ma vie professionnelle. Le « rideau de fer » tombait et l'espace s'élargissait.

Impliqué dans la coopération en matière d'enseignement de l'Histoire, je sillonnais toute l'Europe pour rencontrer mes collègues et organiser des formations à Vilnius, à Potsdam, à Budapest, à Tolède, à La Haye. Je rejoignais ensuite les services culturels du ministère des Affaires étrangères et vivais quinze ans à Düsseldorf, à Athènes, à Tanger et à Prague ; je travaillais six ans aussi, auprès du recteur de l'académie de Toulouse, à la coopération éducative et universitaire avec notamment la Catalogne, l'Aragon, le Norfolk, le Connecticut et la Malaisie.

Du fait des liens affectifs et professionnels noués dans chacun des pays où j'avais séjourné, un rythme s'est imposé pendant trente ans. Mon installation entre Toulouse et Montpellier, comme éditeur multimédia, en 2018, ne l'a pas ralenti. Aujourd'hui, la mobilité est devenue la norme chez les cadres mais je ne suis pas devenu un touriste. Point de grands voyages exotiques, non, plutôt le quadrillage régulier de l'Europe et de ses marges au service d'un idéal maintenu de consolidation de la paix et de la liberté en son sein par le dialogue interculturel.

Une mobilité devenue quasi frénétique

Mon agenda du début de l'année 2020 l'illustre. À la fin du mois de décembre 2019, je pars de Toulouse à Bratislava et je fais des allers-retours à Vienne pour voir des expositions (Caravage/Bernin, Dürer, la famille Ephrussi) et pour mener des réunions de travail qui se poursuivirent à Prague au début du mois de janvier (productions de films et de documentaires). Mi-janvier, j'accompagne mon équipe occitane pour un tournage dans les Pyrénées sur les métiers de la filière bois puis je vais à Paris pour des rendez-vous professionnels et vois l'exposition du Greco au Grand Palais. Se succèdent encore des missions à Montpellier et à Carcassonne avant

une expédition familiale dans un vallon enneigé des Carpates slovaques le 28 janvier.

Au début du mois de février, on se fait de plus en plus attentifs aux nouvelles qui viennent de Chine.

Il est question de virus Corona. Des cas sont identifiés en Europe et on s'interroge sur la contagiosité. Mes amis à Pékin signalent le danger. Le 20 janvier, le confinement de Wuhan marque les esprits, je reçois des témoignages directs. Je lis toujours la presse internationale. Mais on se déplace encore.

Le 9 février, on en parle avec mes parents, fringants octogénaires, toujours installés à Lisle-sur-Tarn. La prudence s'impose pour eux et nous décidons leur confinement avant les consignes gouvernementales.

Beata vient quatre jours à Toulouse. L'un de mes amis part au Mexique et nous prévoyons de nous retrouver à Gand pour l'exposition Van Eyck au début du mois de mars. Je circule dans la région à Montpellier, à Albi, à Carcassonne et repars à Prague le 28 février. Nous préparons la tenue d'un festival du film à Tanger pour le mois de mars et une exposition de peintures à Bratislava pour celui d'avril. Je travaille aussi sur un projet multimédia avec la Grèce avec mes amis sur place.

Le projet le plus proche alors, celui du Festival international du film du cap Spartel de Tanger était prévu du 19 au 22 mars ; le responsable de ce festival m'avait demandé d'être le directeur d'une manifestation dédiée aux droits de l'homme et à la cinématographie tchécoslovaque avant et après la chute du Mur.

Par ailleurs, mon ami Abdelkader Retnani venait d'écrire un beau livre consacré à la première ligne aérienne long-courrier française, *Centenaire Toulouse-Casablanca 1919-2019*, de Max Nicolleau. Il s'agissait d'un partenariat avec la Région Occitanie. Alors, il vint à plusieurs reprises à Toulouse, dont une fois à la fin du mois de janvier 2020. Il m'aidait dans le projet de festival. Tous les aspects de mon activité réunissaient mes pays de prédilection.

Le programme de la manifestation puisait dans un patrimoine fort riche qui compte, en plus des premiers films de Milos Forman, des chefs-d'œuvre peu diffusés en France et de nombreux films d'animation. Par conséquent, je m'étais immergé dans un univers esthétique puissant, notamment *Images du Vieux Monde* de Dušan Hanák (1972), en noir et blanc, les portraits de vieillards marginaux portant comme les fragments du passé de leur pays depuis l'Empire austro-hongrois et les deux guerres, des récits sur le mode du collage surréaliste. Nombre de films nous sont inconnus, comme *Le Cas Barnabáš Kos* de Peter Solan (1964). Je découvrais des images de la Tchécoslovaquie dans les années de ma jeunesse et pouvais alors mieux comprendre l'histoire de ce pays.

Une exposition de photographies sur la Tchécoslovaquie avant 1989 devait aussi être présentée. Le Premier ministre tchèque avait donné son patronage, les ambassades slovaque et tchèque étaient mobilisées. C'est alors que se situe l'accélération des événements.

Et soudain le rideau chut

L'Italie passe en confinement. Les autorités marocaines annulent toutes les manifestations. Les frontières se ferment. Un rideau tombe de nouveau, cette fois il s'agit d'un « rideau sanitaire ». Ce qui paraissait acquis, normal, s'est défait.

Le choc est aussi inattendu qu'au mois de novembre 1989 et exige la même attention. En France, Emmanuel Macron lance l'alarme à la guerre, nous sommes consignés à domicile, certaines villes établissent le couvre-feu le soir venu. Nos libertés sont suspendues ! Le choc est plus fort qu'en 1989, car c'est tout notre mode de vie qui est remis en cause et pas seulement celui des habitants d'Europe centrale et orientale à plus de mille cinq cents kilomètres. La liberté de circulation définie dans les accords de Schengen avait déjà connu des restrictions en 2015, à l'Ouest, pour cause de lutte contre le terrorisme, et à l'Est surtout au moment de la crise migratoire. On aurait pu oublier que les États européens restent souverains dans la gestion de leurs frontières. S'il fut impossible d'imposer des quotas d'immigrants

aux pays d'Europe centrale et orientale, ces pays réagirent avec la même énergie farouche face au virus. La chute du Mur, l'élargissement de l'Union européenne à ces pays autrefois socialistes, n'ont pas du tout signifié l'alignement des consciences, des mémoires collectives des pays d'Europe centrale et orientale sur celles de l'Ouest. L'accès à un marché unifié, les investissements structurels de l'Union européenne ont amélioré les niveaux de vie mais il n'y a pas eu de véritable réflexion critique collective sur les histoires nationales. Au fil des ans, on vit même s'affirmer une forme d'« ostalgie ».

La crise du Covid-19 a de nouveau montré la diversité des sensibilités et des réactions qu'aucun organe de consultation ou de régulation n'a vraiment modérée. Les politiques de santé publique sont du ressort des États. Non seulement les préconisations d'une Organisation mondiale de la santé, souvent contestées, n'ont rien d'impératif, mais l'Union européenne n'a pas d'autorité en la matière. Les frontières se fermèrent dans le désordre. D'une certaine façon, après le Brexit, l'Union européenne donnait une nouvelle fois le sentiment qu'elle se défaisait. Tout ce que la montée des populismes, l'euroscepticisme, avaient annoncé paraissait se réaliser. La difficulté à s'entendre même sur la répartition des masques, des blouses, des gants et des ventilateurs laissa la place à de sordides manipulations. Et pourtant, plus que jamais, la solidarité était de mise en Europe. Entre le repli sur eux-mêmes des États-Unis, l'agressivité d'une Chine autoritaire et ambitieuse, les calculs d'une Russie soucieuse de ne pas avoir une Union européenne trop forte ni trop soudée à sa porte, on attendait de Bruxelles une réaction ambitieuse, forte et cohérente.

Ce constat me plongea dans une profonde perplexité au moment où il fallait aussi organiser le quotidien. Sortir le moins possible, donc faire des stocks alimentaires utiles ; passer au télétravail et au télé-enseignement avec un recours permanent à Internet s'imposa. Éditeurs de l'Éducation nationale, il nous fut demandé, en urgence et sans accès aux outils de production habituels, de fournir aux enseignants des solutions pour qu'ils poursuivent leur enseignement depuis leur domicile. Les rencontres virtuelles se sont

substituées aux réunions et aux échanges classiques. Notre travail a mis un terme à la coupure espace de travail/espace de l'intimité. La pression était forte, la fatigue accumulée fut grande. Mais il fallait contribuer, depuis chez soi, au maintien du service public. D'autres furent plus héroïques, des personnels de santé à tous ceux qui permirent le maintien de nos activités, y compris les éboueurs. La mobilisation des chercheurs et celles des infirmiers se retrouvèrent valorisées de manière égale.

Repliés sur l'espace clos des logements, nous avons fait l'expérience de l'immobilité sous la menace de la maladie. Pour notre part, à l'ombre du clocher de Saint-Sernin, avec un jardin fleuri, le confinement était confortable et nous restions en relation permanente avec nos familles qui échappèrent à la contamination.

Cet enfermement ne laissa même pas la place à une solidarité entre voisins, seulement le cérémonial quotidien des applaudissements dédiés aux personnels de santé nous réunissait à nos fenêtres. On suivait avec attention les bulletins de l'agence régionale de la santé mais ces statistiques restaient abstraites. La mort était quantifiable mais pas visible. Seules des courbes statistiques, des photos de cimetières et de transferts de malades par TGV médicalisés illustrèrent l'actualité.

L'enfermement, une désocialisation imposée, ont malmené les esprits et les corps alors que de nouvelles angoisses relatives à la crise économique et à l'augmentation du chômage s'ajoutaient à la peur de la maladie.

D'une peste à l'autre

La peste, une vieille connaissance

Au mois de septembre 1979, j'achevais un mémoire de maîtrise d'histoire médiévale sur les villages désertés du piémont pyrénéen espagnol, ceux des vallées d'Aibar et d'Ilzarbe en Navarre. La principale ville de l'Aragon, Saragosse, avait été durement frappée par la peste dès les mois de septembre et octobre 1348 et près de 60 % des habitats des deux vallées disparurent entre 1350 et 1420. L'analyse des documents statistiques réunis par Maurice Berthe,

la lecture des sources espagnoles, me conduisirent à établir une cartographie et à aller sur le terrain retrouver ces hameaux et villages successivement occupés et abandonnés entre les XIII^e et XX^e siècles. J'avais déjà parcouru à moto Figueras et ses environs. L'Espagne était notre voisine. L'exploration menée à la Toussaint 1978, en compagnie de deux amis, fut enthousiasmante. Notre Renault 4L, avec levier de vitesse au volant, traversa les Pyrénées et gravit les chemins de montagne sans difficulté. Nous trouvâmes nos *despoblados*, des fonts baptismaux romans subsistant au milieu des ruines de chapelles seulement fréquentées par des chevaux sauvages; étaient surtout impressionnantes des versants entiers de vallées couverts de terrasses qui constituaient les derniers vestiges du travail intense de l'homme sur la nature. L'Espagne offrait alors, de Jaca à Pampelune, des scènes qui me marquèrent. Les paysans circulaient encore à dos d'âne, les églises étaient bondées et les fidèles impliqués dans la liturgie. Le général Franco était mort depuis quatre ans mais on ne ressentait pas, dans cet arrière-pays, la *movida*.

La « grande peste » conduisait déjà à s'interroger sur les causalités à l'œuvre pour comprendre ce phénomène de « dépeuplement rural ». Mon travail se situait nettement au croisement de la géographie et de la démographie historique. La présence de Georges Bertrand dans ma direction de recherche, aux côtés de Pierre Bonnassie et de Maurice Berthe, attestait du souci de rendre compte de l'analyse des paysages d'un point de vue écologique⁷⁸. J'écrivais alors : « Un jeu varié de schémas d'analyse peut justifier l'abandon d'un habitat, mais il est souvent délicat de transformer la diversité des approches en une synthèse pertinente. De nombreuses études ont déjà montré combien les facteurs conjoncturels, les grandes mortalités, pesteuse ou guerrière, étaient moins les causes absolues que les facteurs ultimes de l'écroulement d'un édifice déjà instable. La faiblesse physiologique facilite le travail de la

⁷⁸. Georges Bertrand avait rédigé l'introduction de *L'Histoire de la France rurale* dirigée par Georges Duby, « Pour une histoire écologique de la France rurale », Le Seuil, Paris, 1975. Ce texte valait manifeste en faveur d'une « géographie traversière ».

peste, les tensions sociales favorisent les heurts guerriers et les déficiences d'un système agraire accentuent l'impact des à-coups climatiques.»

Il y a quarante ans, notant les conséquences conjointes d'un refroidissement climatique, des mauvaises récoltes et des famines, d'épidémies et des guerres, je m'attachais tout particulièrement à l'analyse des paysages. Dans l'avertissement au lecteur, j'avais été sûrement provocateur en écrivant: « Cette double allégeance expliquera à nos lecteurs le caractère mixte de nos réflexions; elle tend aussi à prouver que les corporatismes universitaires peuvent être ignorés au profit d'une coopération désintéressée. » Cela heurta Pierre Bonnassie qui souhaitait privilégier l'analyse d'histoire économique et sociale. Ma soutenance fut agitée. Je pus entendre ensuite les échos de délibérations bruyantes et Georges Bertrand n'eut pas le dernier mot. La mention « Très bien » m'échappa, mais je suis resté toujours attaché à une approche interdisciplinaire de l'Histoire.

Par la suite, j'abandonnais l'histoire médiévale. Seule la lecture en 2012 de l'excellent roman de Patrick Deville, *Peste & Choléra*, consacré à Alexandre Yersin qui découvrit le bacille pestieux en 1894, me replongea dans ces problématiques. Alexandre Yersin avait écrit: « Ce n'est pas une vie que de ne pas bouger. »

De la mobilité à la peste et retour !

La peste révèle la fragilité d'un monde

Certes la pandémie actuelle n'est comparable à aucune autre, et il a fallu, sur le plan médical, l'appréhender comme une inconnue. Mais dans l'Histoire il y eut plusieurs vagues de ce que l'on appelait des « pestes » ou des « maladies pestilentielles ». La plus célèbre, la peste noire, arriva à Constantinople au milieu de 1347, à Messine au mois de septembre, à Gênes à la fin de la même année. Ce sont des navires génois qui l'apportèrent depuis Caffa, en Crimée. La maladie paraît avoir suivi la « route de la soie », mais il n'est pas assuré qu'elle vînt de Chine.

La vague s'est répandue ensuite autour du bassin méditerranéen, vers le Moyen-Orient, elle atteignit Paris au mois d'octobre 1348 et finit par couvrir

toute l'Europe en 1352. Il n'y eut pas d'identification précise du mal. Nous savons maintenant quel fut le chemin du bacille du rat à la puce, de la puce à l'homme, par contact mais aussi par émission dans le cas d'infection pulmonaire.

Au XIV^e siècle, face à cette mortalité nouvelle, on se tourna d'abord vers la religion puis on chercha comment limiter l'extension. Les premières réactions furent à l'époque la prière et les processions.

C'est le voyageur tangérois, Ibn Battûta qui, de passage à Damas au mois de juillet 1348, décrit les manifestations de piété qu'y occasionna l'épidémie de peste:

« Le roi des émirs, lieutenant du sultan, Arghûn Shah, ordonna à un crieur public de proclamer, dans la ville de Damas, qu'on devait jeûner trois jours [...]. On jeûna donc trois jours consécutifs jusqu'au jeudi. Puis les émirs, les chérifs, les juges et toutes les classes de la société se réunirent à la mosquée qui fut comble et y passèrent la nuit de jeudi au vendredi, priant, invoquant Dieu et implorant. Puis, ils firent la prière de l'aurore, partirent tous à pied, des exemplaires coraniques à la main, les émirs étant nu-pieds. Tous les habitants de la ville, hommes et femmes, petits et grands, sortirent. Les juifs partirent avec leur bible et les chrétiens avec leur recueil d'Évangiles, accompagnés de leurs femmes et enfants, tous pleurant, implorant et suppliant Dieu au nom de leur livre sacré et de leurs prophètes. Ils se rendirent à la mosquée al-Adqâm et y restèrent à supplier et invoquer jusqu'à midi. Alors, ils revinrent à Damas et firent la prière du vendredi, et Dieu soulagea leur misère. À Damas, le nombre des morts n'atteignit pas deux mille par jour, tandis qu'au Caire et en Égypte, il atteignit vingt-quatre mille. »

Le poète italien Boccace, au début de son *Décaméron* donna son témoignage sur l'arrivée de l'épidémie à Florence:

« Pour soigner ces maladies, il n'y avait ni diagnostic de médecin ni vertu de médicament qui parût efficace ou portât profit. Au contraire, soit que la nature de la maladie ne le permit pas, soit que l'ignorance des praticiens (parmi eux désormais, outre les vrais savants, très nombreux étaient les femmes

et les hommes n'ayant jamais eu la moindre notion de médecine) les empêchât de déceler l'origine du mal et, partant, d'appliquer le remède approprié, non seulement peu de gens guérissaient, mais presque tous mouraient dans les trois jours de l'apparition des symptômes susdits, les uns plus tôt, les autres plus tard, généralement sans fièvre ni complication. »⁷⁹

On ferma les portes des villes, les plus riches partant à la campagne; on se claquemura dans les domaines, on brûla les cadavres mais aussi des fagots de plantes au coin des rues pour chasser les mauvaises odeurs. Boccace témoigne du nettoyage des rues, de l'interdiction faite aux malades d'entrer dans la ville et de « force conseils pour la conservation de la santé ».

Au total, la peste noire suivit son propre chemin et tua de 30 à 50 % des Européens en cinq ans faisant environ 25 millions de victimes. Les villes se dépeuplèrent, l'activité économique recula partout. Les retours de peste frappèrent régulièrement le continent jusqu'au XVIII^e siècle. Elle frappa durement Marseille en 1720. En République tchèque sont encore visibles des monuments comme la colonne de la Sainte Trinité d'Olomouc, en Moravie, érigée en 1740 à la fin d'une épidémie de peste. Les mémoires collectives se nourrissent de ces témoignages de piété au cœur des villes.

Le cheminement du virus de la Chine à l'Europe fut très rapide du mois de décembre 2019 à aujourd'hui. En moins de six mois, la pandémie est devenue planétaire. Le virus a été vite identifié mais les épidémiologues n'ont pas fini d'en analyser les caractéristiques ni les mutations. Le savoir à son propos n'est pas stabilisé.

En 2020, l'aérisme médical hérité des Grecs, la théorie des miasmes, n'a plus court mais elle perdura jusqu'à la fin du XIX^e siècle quand la

79. Jacquot Danielle, « La perception par les contemporains de la peste de 1348 », in *L'homme face aux calamités naturelles dans l'Antiquité et au Moyen Âge*. Actes du 16^e colloque de la villa Kérylos à Beaulieu-sur-Mer les 14 et 15 octobre 2005. Paris, Académie des inscriptions et belles-lettres, 2006, pp.237-247. (*Cahiers de la villa Kérylos*, 17); https://www.persee.fr/doc/keryl_1275-6229_2006_act_17_1_1129

théorie microbienne s'imposa. L'idée que le Covid-19 se propage par l'air réactive cependant certaines formes de ces croyances. L'épidémie, même si la communication officielle est globalement assurée par des scientifiques, a favorisé le retour à des superstitions et à des formes de pensée magique, non seulement à Madagascar ou en Ouganda mais aussi aux États-Unis et au Brésil. On attend le médicament miracle, le vaccin. On cherche des coupables ! La religion chrétienne a globalement reculé, pas la crédulité. Tout autant qu'au Moyen Âge, les rumeurs et les délires fantaisistes se sont aujourd'hui déchaînés, avec la diffusion planétaire sans équivalent offerte par Internet.

Mais au-delà, si les formes de fragilités que révèle le Covid-19 sont multiples, elles conduisent à revoir nos comportements collectifs.

D'une part, l'épidémie est plus meurtrière pour les personnes fragiles, qu'elles soient âgées ou souffrant de maladies chroniques. La manière dont les quartiers pauvres, souvent peuplés de minorités ethniques, sont touchés l'illustre, là où règnent l'obésité, le diabète et certaines maladies respiratoires liées à une mauvaise hygiène de vie. À une autre échelle, les pays pauvres n'ont pas les capacités des pays développés en matière d'équipement de réanimation ou de médicaments.

D'autre part, la capacité des gouvernements à gérer la crise a été variable. L'Allemagne a mobilisé une structure fédérale de santé efficace. La Grèce, la Slovaquie, le Maroc ont pris très vite des décisions drastiques et ont protégé leur population même sans disposer des ressources allemandes. Les approximations et les retards dans la réaction à la menace expliquent les bilans italien, français, britannique et aujourd'hui surtout celui des États-Unis. Si le régime de dictature chinois a peut-être été efficace (on attend toujours des chiffres fiables), on constate que les démocraties peuvent aussi imposer l'état d'urgence sans renier les exigences démocratiques. Reste que l'épidémie met à l'épreuve les institutions et que l'angoisse collective peut générer des troubles et de la violence. Un travail d'éducation s'impose encore. La crise pose surtout la question du civisme et de la

responsabilité de chacun dans des sociétés permissives. La suspension de libertés individuelles jugées sacrées peut être justifiée par l'intérêt collectif.

Enfin, l'épidémie a mis en évidence la notion de « santé globale » (*« global health »*) qui correspond à la prise de conscience que n'importe quel événement de santé se produisant à l'autre bout de la terre concerne désormais tout le monde ; elle conduit à accorder la priorité à l'amélioration de la santé et à l'équité en matière de santé pour tous les peuples du monde. Cette prise de conscience rejoint celle du réchauffement climatique. Nous sommes maintenant entrés dans l'ère de l'anthropocène.

À la différence de la fin du Moyen Âge, notre temps a les outils pour faire face dans des délais raisonnables à l'épidémie. Mais les outils de prévention et de soins pour le Covid-19 ne nous mettent pas à l'abri de nouvelles pandémies. La première et la plus importante conséquence du confinement et de cette suspension de notre frénésie de mobilité est probablement une sorte de retour collectif sur nos formes de vie et d'engagements dans la cité. Il ne s'agit pas ici de faire se succéder à l'exercice de la confession celui de la contrition pour finir sur les bonnes résolutions. On n'a pas encore mesuré tout ce qui changeait. Mais assurément, dans ma vie, la mobilité était devenue un divertissement tel que les moquait Pascal.

Il faut reprendre la chasse aux vanités pour défendre des causes ultimes : aujourd'hui particulièrement celle de la santé globale servie par une action cohérente pour maîtriser les mutations climatiques. Nous rejoignons Jacques Rivière qui, dans sa correspondance avec Antonin Artaud, inquiet de la santé fragile de son correspondant, lui écrivit : « Bien entendu, la santé est le seul idéal admissible, le seul auquel ce que j'appelle un «homme» ait le droit d'aspirer ; mais quand elle est d'emblée donnée dans un être, elle lui cache la moitié du monde. »⁸⁰

Comme je ne suis pas médecin, pour servir ces objectifs, je reviendrai à ce qui me paraît fondamental depuis ma jeunesse, la promotion de projets interdisciplinaires pour consolider par l'éducation et la culture un engagement en faveur du développement durable, du projet démocratique européen et de l'ouverture des frontières.

^{80.} « Lettre du 8 juin 1924 », in A. Artaud, *Oeuvres complètes*, Gallimard, 1984, p. 46. Citation exhumée par Ali Benmakhlof.